



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction d'infrastructure
de la défense de Nouméa**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
PASSE SELON UNE PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT.
En application de l'article L 2124-2, L2125-1 du code de la commande publique.

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

MAITRE DE L'OUVRAGE

ETAT - MINISTERE DES ARMEES
Direction d'Infrastructure de la Défense de Nouméa

ACHETEUR

(désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié)

Monsieur le directeur de la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID NOUMEA)

CONDUCTEUR D'OPERATION

DIVISION GESTION DU PATRIMOINE – SECTION INGENIERIE DE LA MAINTENANCE
CELLULE CONDUITE

OBJET DU MARCHE

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX UNITAIRE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE-CALEDONIE (FANC).

PEINTURE

Emprises et logements militaires des FANC

NUMÉRO DE PROJET

P 25003

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

28 JUILLET 2025 à 11 h00 (Nouvelle-Calédonie)

SOMMAIRE

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX MIXTE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE-CALÉDONIE (FANC).....	1
PEINTURE.....	1

1. SERVICE ACHETEUR.....	4
1.1 NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC	4
1.2 POINT DE CONTACT	4
1.3 VISITE(S) DE SITE(S)	4
2. OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.1 OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
2.2 ALLOTISSEMENT (ARTICLE L2113-10 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	4
2.3 FRACTIONNEMENT DU MARCHÉ	4
2.4 DATE LIMITE D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX OU DUREE DU MARCHÉ.....	5
3. PROCÉDURE DE PASSATION	5
3.1 PROCEDURE DE CONSULTATION UTILISEE.....	5
3.2 PARTICULARITE DU MARCHÉ	5
3.3 ANALYSE DES PLIS.....	5
3.4 ANALYSE DES CANDIDATURES	5
3.5 ANALYSE DES OFFRES	6
3.6 NEGOCIATION	6
3.7 CONCATENATION DES LOTS	6
3.8 DECLARATION SANS SUITE.....	6
3.9 SUITE D'UNE MISE EN CONCURRENCE INFRUCTUEUSE.....	6
3.10 VARIANTES	6
3.11 OPERATEURS ECONOMIQUES.....	6
3.11.1 <i>Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché</i>	6
4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	7
4.1 CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION FOURNI AU CANDIDAT	7
4.2 MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	7
4.3 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	7
4.4 ECHANGES DURANT LA PROCEDURE	8
5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	8
6. PRÉSENTATION DU DOSSIER PAR LA SOCIÉTÉ	8
6.1 DOCUMENTS A PRODUIRE QUANT A LA CANDIDATURE - « DOSSIER CANDIDATURE »	8
6.1.1 <i>Transmission des moyens de preuve concernant les interdictions de soumissionner justificatifs et autres moyens de preuve</i> 9	9
6.2 DOCUMENTS A PRODUIRE QUANT A L'OFFRE - « DOSSIER OFFRE »	9
6.3 RECOURS A LA LANGUE FRANÇAISE.....	10
7. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	10
8. CLASSEMENT DES OFFRES	10
8.1 OFFRES INAPPROPRIÉES, OU INACCEPTABLES.....	10
8.2 CRITERES DE JUGEMENT.....	10
8.3 DETERMINATION DU CLASSEMENT DES OFFRES	10
8.3.1 <i>Attribution des points</i>	10
8.3.2 <i>Règles d'attribution des lots</i>	11
8.4 JUGEMENT DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (EX-OPTIONS)	11
9. REGULARISATION EVENTUELLE DE LA SIGNATURE ELECTRONIQUE DU CANDIDAT RETENU	11
10. JUSTIFICATIONS A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT RETENU	11
10.1 PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU MEMBRE DU GROUPEMENT	11
11. PROCEDURE DE RECOURS	12
A N N E X E I : CLAUSES DE DEMATERIALISATION.....	13